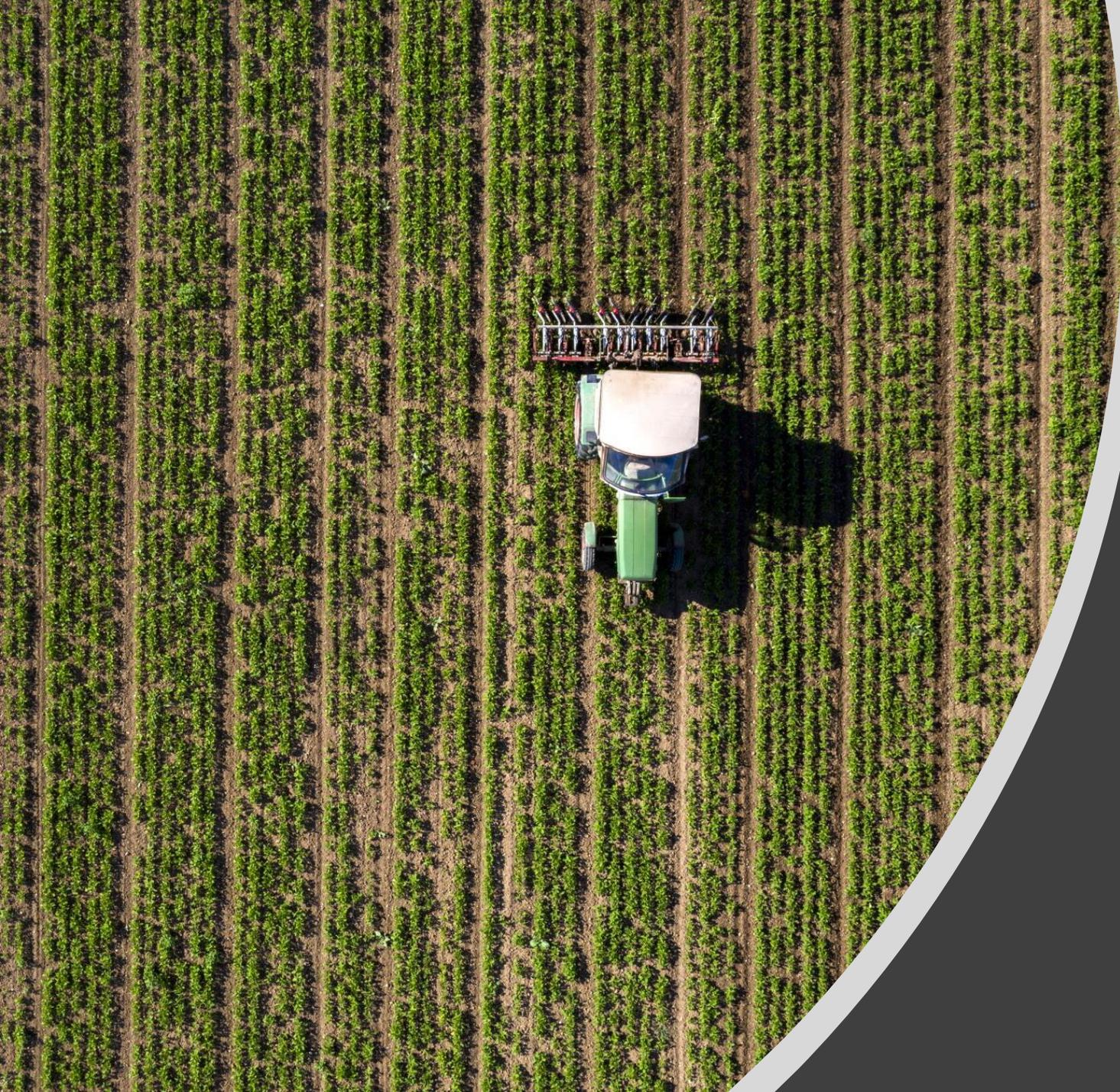
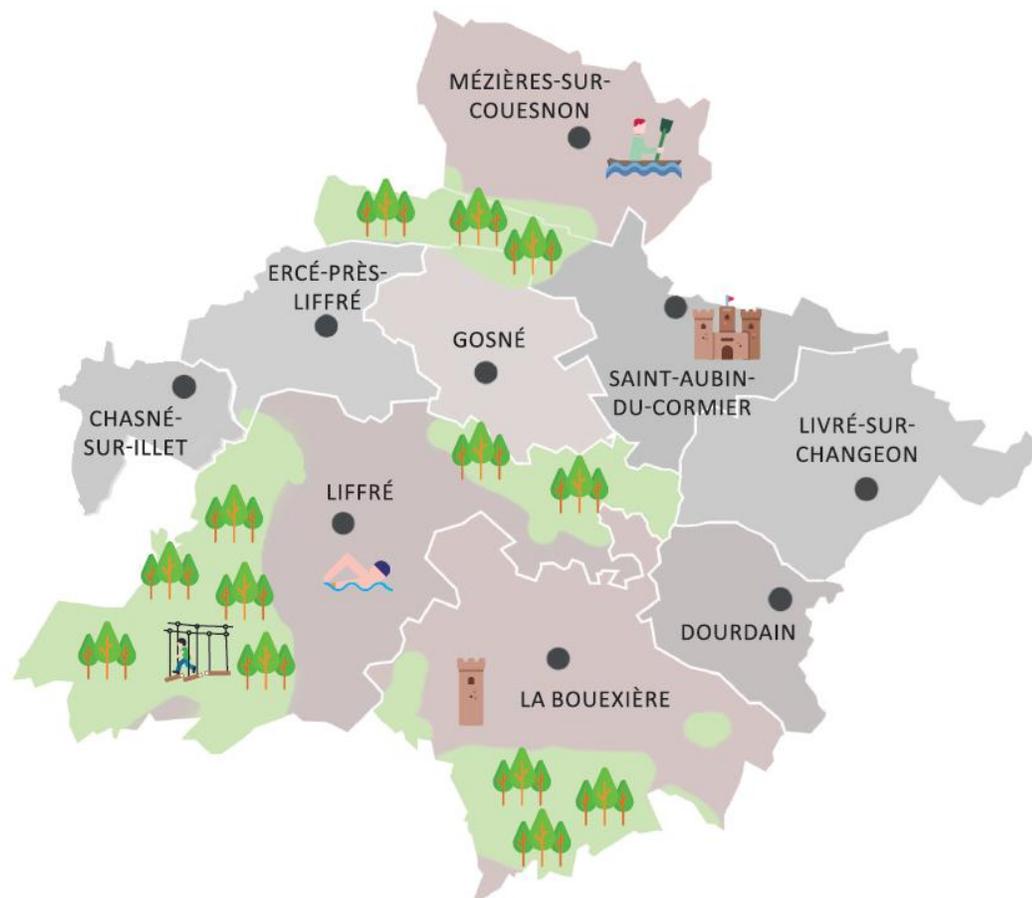


Stratégie agricole

Liffré = Cormier
COMMUNAUTÉ



➤ PRESENTATION DU TERRITOIRE



 9 communes	 70 km² de forêts
 252,3 km²	 9 631 ménages <small>(source chiffres : INSEE 2016)</small>
 26 826 habitants population 2018 entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2021	 1 799 établissements et entreprises au 31/12/2015- source chiffres : INSEE

LES COMPÉTENCES DE LIFFRÉ-CORMIER COMMUNAUTÉ

SERVICES

- Maisons France Services
- Sites web
- Informatique
- Animaux errants

SPORTS - CULTURE

- Animations sportives dans les 9 communes
- Réseaux des médiathèques
- L'Orphéon et la Fabrik, enseignement musical
- Le cinéma le Mauclerc
- Soutien à la programmation culturelle

TOURISME

- Le Relais Nature Mi-Forêt
- Déclinaison d'animations touristiques
- Gestion de la base de plein air du Couesnon
- Entretien des chemins de randonnée

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

- Accompagnement à l'installation d'entreprises
- Aménagement des Zones d'Activités
- Création d'ateliers relais
- Soutien à l'emploi avec la gestion de 3 Points Accueil Emploi
- Animation du réseau économique local (pass commerce...)
- Déploiement de la fibre optique

ENVIRONNEMENT

- Mise en place et déclinaison du Plan Climat Air Énergie Territorial
- Lutte contre les frelons asiatiques
- Permanences-conseil auprès des ménages pour la rénovation énergétique des logements avec l'ALEC
- Collecte et traitement des déchets des ménages et assimilés
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations
- Production et distribution d'eau potable
- Assainissement collectif et non collectif (SPANC)
- Conseil en énergie partagée sur le patrimoine communautaire

PETITE ENFANCE (CIAS)

- 5 crèches et micro-crèches
- 3 haltes-garderies
- Animation des espaces jeux
- Permanences d'information du RIPAME

LES ÉQUIPEMENTS

- Une piscine
- Une salle des sports
- Une base de loisirs
- Une salle de musculation
- 3 maisons intercommunales
- Une école de musique

PERSONNES ÂGÉES (CIAS)

- Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) : intervention 365 jours par an et accueil physique et téléphonique
- Service animation seniors > 224 animations en 2019
- Portage de repas à domicile (365 jours par an)
- Coordination gérontologique

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

- Instruction des permis de construire (application du droit des sols)
- Animation du Plan Local de l'Habitat

GENS DU VOYAGE

- Aménagement, entretien et gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage

ENFANCE ET JEUNESSE

- 9 Aish pour les périodes de vacances
- 8 espace jeunes
- Un Service Information jeunesse

➤ INTRODUCTION / CONTEXTE

Liffré Cormier Communauté n'a pas de compétence agricole directe cependant les questions agricoles sont abordées au travers de diverses compétences (*Développement économique, Environnement, Services, Tourisme, Aménagement du territoire*) plusieurs actions ont déjà été lancées (*Pass Nouveaux Agriculteurs, Plan Alimentaire Territorial, promotion vente directe...*)

L'objectif est désormais de définir une véritable stratégie agricole volontariste qui réponde aux enjeux du territoire et aux attentes des agriculteurs de notre territoire.

➤ PROJET STRATEGIE AGRICOLE

Les élus de Liffré Cormier Communauté ont affirmé, dans leur projet de territoire, le rôle clé de l'agriculture et de l'alimentation et l'importance d'apporter un soutien actif à l'agriculture dans toute la diversité de ses modèles.

- ✓ L'agriculture est un secteur économique majeur au sein de Liffré-Cormier Communauté, pourvoyeur de nombreux emplois (*plus de 400 emplois directs représentant 5% des 8 232 emplois du secteur économique local*),
- ✓ L'agriculture façonne également nos paysages,
- ✓ L'agriculture produit notre alimentation.



Cette stratégie agricole s'articulera avec les autres documents cadres du territoire.



Liffré = Cormier
COMMUNAUTÉ



➤ LCC ACCOMPAGNE SON TERRITOIRE AU TRAVERS DE 3 DOCUMENTS CADRESS ET 1 PROJET DE TERRITOIRE

Le Plan Climat Air Energie Territorial



Projet de transition énergétique et climatique :

- Réduire émissions GES
- Réduire vulnérabilité
- Développer les emplois
- Améliorer qualité de vie

Construire un territoire :

- citoyen et durable,
- terre de cohésion
- terre d'accueil et à haute valeur ajoutée pour tous.

Le projet de territoire



Le Plan Alimentaire Territorial



- Définir une politique alimentaire durable
- Développer approvisionnement local RHD
- Développer une filière économique
- Animer un réseau dédié

Soutenir les agriculteurs vers :

- une agriculture économe en intrants
- contribuant au stockage du carbone
- productrice d'EnR
- s'inscrivant dans l'économie circulaire territoriale

La future stratégie agricole



Liffré=Cormier
COMMUNAUTÉ



➤ Chiffres clés de l'agriculture de LIFFRE-CORMIER Communauté:

(Source : Agreste – recensements agricoles 2010 et 2020p)



200 exploitations agricoles (7 000 dép. 35 / 26 347 Bzh) (-28% par rapport à 2010 sur LCC)

279 chefs d'exploitations (total avec salariés = 305 ETP ou 428 actifs)

20% des exploitations ont leur chef d'exploitation >60 ans (18 % dép. 35 / 16 % Bzh)

SAU (Surface agricole utile) de 11 997 ha (47,5 % du territoire) - (dont 50% en prairies)

SAU moyenne par exploitation = 60 ha (62,9 dép. 35 / 61,6 Bzh)

OTEX (Orientation technico-économique) :

- 45% des exploitations sont en bovins laits (35 % dep. 35 / 28 % Bzh)
- 16,5 % bovins viande (9,5 % dep. 35 / 8 % Bzh)
- **2,5% légumes** (2,4 % dep. 35 / 4,3 % Bzh)

Certifications :

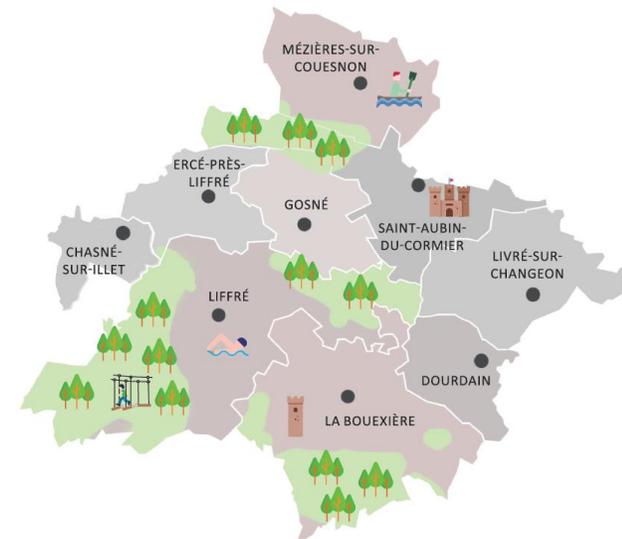
- 12 % en AB (24 exploitations + 7 en conversion) (proportions égales Dep. 35 et Bzh)
- 3 % SIQO autres (4 Label Rouge, 1 AOC, 1 IGP) (6 % Dep. 35 et Bzh)

Circuits courts : 31 exploitations (dont 17 en vente à la ferme) soit **16%** (14 % Dep. 35 et Bzh)

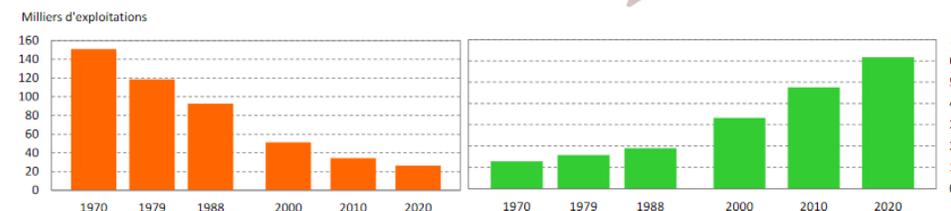
Prix moyen statistiques des terres (libres non bâtis) : **5 900 € / ha** (5 270 € en Ile et Vilaine, 5 920 € Bretagne, 5 940 € France)

DJA (Dotation Jeunes Agriculteurs) (Le Pass Nouveau Agriculteurs sera un complément à la DJA) :

- 21 000 € en moyenne par dossier
- sur LCC entre 2014 et 2020 = 31 dossiers (source : EGIT Région Bretagne 2021)
 - donc **5 installations par an** < 40ans (d'autres s'installent sans DJA)
- SAU moyenne des nouvelles exploitations = 83 ha
- **Installations en AB = 32 % de l'ensemble des dossiers**



Graphique 1
En 50 ans, le nombre d'exploitations !
Evolution du nombre d'exploitations et de



Construction de la stratégie agricole de Liffré Cormier Communauté



Sensibilisation élus – septembre 2022

communication grandpublic
échanges parcellaires
installations employ
foncier pratiques PAT eau
concertation
signalétique épandage PASSNA
échanges
alimentation ventedirecte bocage photovoltaïque formations



Groupe de travail élus – janvier, mars et mai 2023



Concertation agriculteurs – décembre 2022 et décembre 2023



Attribution Pass NA – juillet 2023



Maison de l'alimentation – septembre 2023

➤ Zoom concertation agricole déc. 2022 :

✓ 35 participants (25 agriculteurs et 10 élus)

✓ Ateliers d'échanges en petits groupes



= Une trentaine de pistes d'actions identifiées par les agriculteurs, à étudier par les élus !



Liffré = Cormier
COMMUNAUTÉ





CONSTRUCTION D'UNE POLITIQUE AGRICOLE À L'ÉCHELLE DE LIFFRE CORMIER COMMUNAUTÉ

Atelier de co-construction du 7 décembre 2022

Dans le cadre de la construction d'une politique agricole à l'échelle de Liffré Cormier Communauté, la collectivité a organisé un atelier de concertation à destination des agriculteurs et agricultrices du territoire le 7 décembre 2022.

En effet, Liffré Cormier Communauté n'a pas aujourd'hui de compétence dédiée directement à la politique agricole, bien que ces questions soient abordées au travers de diverses compétences (développement économique, environnement, tourisme...). Elle souhaite aujourd'hui structurer ces actions dans le domaine.

Cet atelier avait donc pour but de réfléchir au futur de l'agriculture sur le territoire, de répertorier les besoins des agriculteurs à l'échelle locale et de comprendre leurs attentes vis-à-vis de la collectivité. À la suite de cet atelier, les élus de Liffré Cormier Communauté vont étudier l'ensemble des propositions et des priorités définies par les participants. Cette analyse devra leur permettre de construire la future politique agricole de manière à répondre le plus justement possible aux besoins des acteurs du territoire, dans la mesure des compétences dont la collectivité dispose.

25 agriculteurs/agricultrices et 10 élus ont participé à cet atelier. La collectivité souhaite remercier l'implication active de l'ensemble des participants à ce premier atelier.

Plusieurs séquences ont rythmé l'atelier :

1. Introduction politique par Monsieur Stéphane Piquet, président de Liffré Cormier Communauté, Monsieur Guillaume Bégue, vice-président en charge de l'économie, l'emploi, la formation et l'agriculture et Madame Sylvie Pretot Tillmann, vice-présidente en charge du Plan Climat Air Énergie Territorial, du Projet Alimentaire Territorial et de l'Environnement
2. Partage du diagnostic réalisé par Liffré Cormier Communauté
3. Un temps participatif organisé autour de 4 thématiques :
 - > installation, reprise et transmission
 - > énergies renouvelables et stockage de carbone
 - > émissions de gaz à effets de serre et qualité de l'eau
 - > valorisation de l'agriculture sur le territoire autour de tous les publics

Les participants ont contribué à l'ensemble des thématiques en sous-groupe à l'aide de deux questions : au regard du diagnostic et sur chacune des thématiques, comment voyez-vous l'avenir de l'agriculture dans les 30 ans à venir ? Quels seraient les leviers d'actions de Liffré Cormier Communauté pour accompagner le monde agricole sur cette thématique ?

LE CONTEXTE

QUELQUES CHIFFRES CLÉS

9 communes : Chasné-sur-Illet, Dourdain, Ercé-près-Liffré, Gosné, La Bouëxière, Liffré, Livré-sur-Changeon, Mézières-sur-Couesnon, Saint-Aubin-du-Cormier
252,3 km | 26 826 habitants | 70 km² de forêts | 9 631 ménages | 1 799 établissements et entreprises

LA POLITIQUE AGRICOLE

Liffré Cormier Communauté n'a pas de compétence agricole directe cependant les questions agricoles sont abordées au travers de diverses compétences :

Développement économique
Environnement
Services
Tourisme
Aménagement du territoire

LES DOCUMENTS-CADRES

Plusieurs actions agricoles ont donc déjà été lancées, notamment au travers du Projet de Territoire, du Plan Climat Air Énergie Territorial ou encore le Plan Alimentaire territorial.

L'objectif est désormais de définir une véritable politique agricole qui réponde aux enjeux du territoire et aux attentes des agriculteurs de notre territoire.

LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE AGRICOLE

Soutenir les agriculteurs dans leur installation, mais également vers :

- > une agriculture économe en intrants contribuant au stockage du carbone
- > productrice d'énergies renouvelables
- > s'inscrivant dans l'économie circulaire territoriale

LES AXES PRIORITAIRES ENVISAGÉS

- > Faciliter et encourager l'installation, la reprise, la transmission agricole
- > Développer les énergies renouvelables et le stockage carbone
- > Réduire les émissions de GES et reconquérir la qualité de l'eau
- > Valorisation de l'agriculture sur le territoire, auprès de tous les publics

ZOOM SUR LE PASS NOUVEAUX AGRICULTEURS

>> « aide installation » : Une aide forfaitaire de 2 000 euros (pour toutes les installations) + bonus Agriculture Biologique (1 500€) ou bonus Haute Valeur Environnementale niveau 3 (1 000 €)

=> « aide évolution de pratiques » : Une aide forfaitaire de :
- 2 000 euros pour une conversion A.B. (Agriculture biologique)
- 1 500 euros pour une certification H.V.E (Haute Valeur environnementale niveau 3)

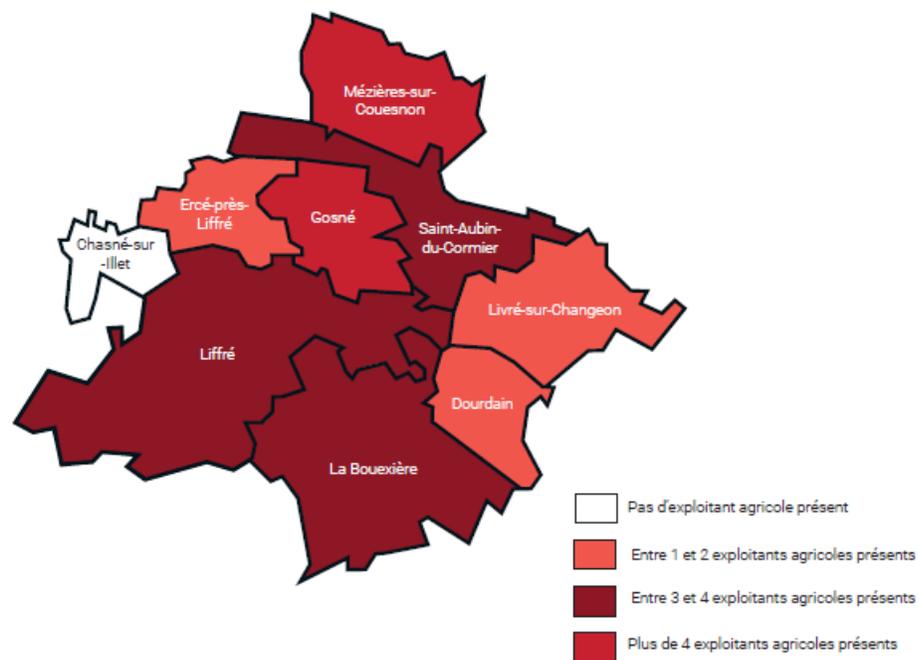
Les demandes de subvention peuvent être déposées jusqu'à 1 an après l'installation ou début conversion/certification. (Cf fiche descriptive et formulaire de demande sur site internet de Liffré Cormier Communauté <https://www.liffre-cormier.fr/entreprendre/creer-ou-prendre-une-entreprise>)



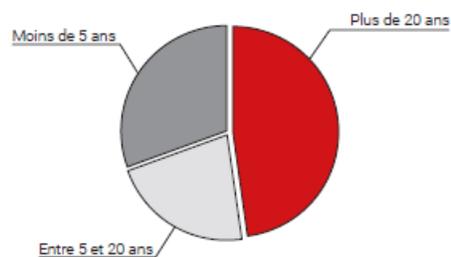
LES PARTICIPANTS PRÉSENTS LORS DE L'ATELIER

Lors du démarrage de l'atelier et durant la restitution du diagnostic, les participants étaient invités à se prononcer sur des questions grâce à un outil numérique. Dans un premier temps, ces questions ont permis de cerner le profil des personnes présentes lors de l'atelier.

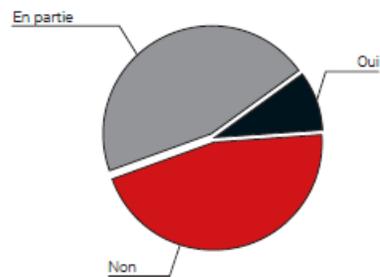
Sur quelle commune votre siège d'exploitation se situe-t-il ?



Depuis combien d'années êtes-vous installé sur le territoire de Liffré Cormier Communauté ?



Connaissez-vous le rôle et les compétences de Liffré Cormier Communauté ?

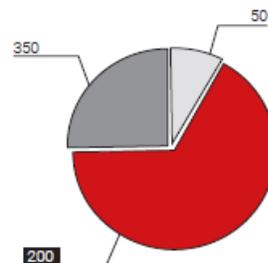


LE DIAGNOSTIC DU TERRITOIRE

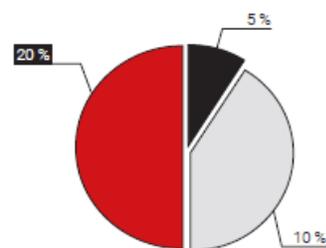
Le temps interactif grâce à l'outil numérique a également permis de sonder les participants sur leur compréhension des problématiques du territoire. Quatre questions leur ont été posées.

Grille de lecture : pour chaque question, la bonne réponse est encadrée en noir. Par exemple, pour la question « quel est le nombre d'exploitations agricoles ayant leur siège sur le territoire ? », la majorité des participants ont répondu par la bonne réponse, à savoir 200.

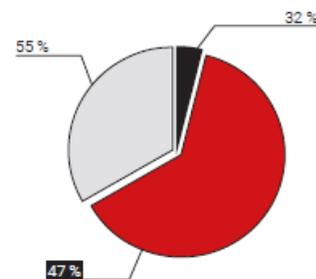
Quel est le nombre d'exploitations agricoles ayant leur siège sur le territoire ?



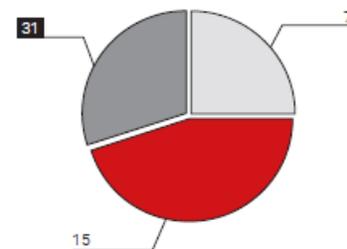
Quelle est la part des exploitations sur le territoire où le chef d'exploitation est âgé de 60 ans ou plus ?



Quelle part représentent les surfaces agricoles sur le territoire ?



Combien d'exploitations pratiquent aujourd'hui les circuits courts sur le territoire ?



LES CHIFFRES CLÉS DU DIAGNOSTIC

200 exploitations agricoles (7000 à l'échelle du département)
 279 chefs d'exploitations
 20 % des exploitations ont leur chef d'exploitation dont l'âge est supérieur à 60 ans (16 % pour la Bretagne)

Une surface agricole utile de 11 997 hectares représentant 47,5 % du territoire.
 Des parcelles d'une SAU moyenne de 60 hectares

45 % des exploitations sont en bovins laits
 16,5 % en bovins viande
 2,5 % légumes

12 % des exploitations sont en agriculture bio
 31 exploitations sont en circuits courts

RESTITUTION : TRANSMISSION ET INSTALLATION

LES CONSTATS

Image du métier et de la filière agricole

- Un manque de candidats pour préserver la filière : aujourd'hui, la filière est confrontée à des difficultés de recrutement. Les candidats sont peu nombreux à se lancer. Au-delà de l'installation de nouvelles personnes, selon les participants, des agriculteurs installés envisagent de plus en plus de quitter la profession. Face aux nombres de cessions, il manque aujourd'hui des repreneurs.
- Des nombreux facteurs à l'origine de ce constat : selon les participants, est en cause une image de la profession peu valorisée, avec des revenus incertains et souvent faibles, ainsi qu'un rythme de travail très important, en décalage avec la plupart des autres professions (pas ou peu de vacances, travail le week-end...), difficulté à trouver un conjoint dans ce contexte... Les différentes crises actuelles, notamment sur la filière du lait, n'encouragent pas à se lancer.
- Des perceptions différentes des filières : les participants notent une différence de perception entre les filières : les exploitations en agriculture biologique seraient valorisées au profit des exploitations en agriculture conventionnelle.
- Une image de la filière incomplète : il ressort une impression d'un manque de reconnaissance auprès du public de l'utilité du métier et de ses valeurs.

L'installation

- Adéquation entre l'offre et la demande :
>> De nombreuses personnes souhaitent aujourd'hui s'installer en maraichage. Or, sur le territoire, beaucoup sont des exploitants laitiers ou en élevage. Les tailles des parcelles ainsi que les outils de production ne correspondent pas en termes de besoin. Les parcelles sont surdimensionnées aujourd'hui pour des pratiques de maraichage.

>> Les offres proposent souvent à la fois la cession du foncier, du bâti professionnel et de l'habitation principale. Cette enveloppe est conséquente, et peu de candidats peuvent se positionner pour reprendre la totalité.

- Critères d'attribution et procédures de passation :
>> Le fonctionnement et les critères d'attribution de la SAFER sont jugés opaques et inadaptés : les grosses exploitations sont favorisées au détriment des plus petites, avec des critères de proximité qui favorise l'extension des parcelles. Les participants ont le sentiment d'une institution partielle et peu transparente.
- >> Le rôle des banques dans la complexité de la transmission est également mis en cause : impression que ces dernières ne soutiennent que les grosses exploitations et/ou les exploitants déjà installés, difficulté à obtenir des prêts en raison de l'incertitude économique de la filière...

- La recherche de foncier
>> Les informations ne sont aujourd'hui pas assez nombreuses pour faciliter la recherche de foncier.
- >> Les participants notent le manque d'une personne référente pour les accompagner sur la question de la recherche du foncier et la mise en relation entre cédants/repreneurs.
- >> L'installation est d'autant plus complexe pour les personnes dont une personne proche (famille) n'est pas exploitant agricole. Pour les enfants d'exploitants, la reprise passe par une installation sur les terres de la famille. Sans cette possibilité de passation, l'installation s'avère complexe.

- Des facteurs extérieurs :
>> L'urbanisation des terres agricoles réduit le nombre et la taille des exploitations conduisant à un recul du nombre de terres disponibles pour l'installation d'exploitations agricoles.

PROPOSITIONS DES PARTICIPANTS, À ETUDIER PAR LES ÉLUS

- Mettre en place une animation à une échelle locale comme point de contact privilégié des agriculteurs : ce dernier serait à l'écoute des agriculteurs, intermédiaire et médiateur entre les différentes parties prenantes (entre les agriculteurs eux-mêmes, mais aussi entre les agriculteurs et les institutions), il pourrait également accompagner les échanges parcellaires, donner de l'information, coordonner des projets collectifs...
- Développer les partenariats associatifs : par exemple avec l'association Terre de Liens, pour impliquer également les citoyens.
- Mettre en place une série de mesures concernant le foncier : définir des politiques pour conserver des tailles raisonnables d'exploitations (préemption des terres par la communauté de communes, division des parcelles) - tester des modèles de séparation du foncier/bâti agricole/habitation lors de la transmission pour assurer un investissement plus raisonnable et accessible - mettre en place des projets collectifs, où plusieurs exploitants utilisent des sites mutualisés.
- Penser/repenser des aides à destination des agriculteurs : aider toutes les installations - exonérer de charges pour les nouvelles installations - permettre les installations progressives et les multiactivités.
- Réfléchir à de nouveaux débouchés pour sécuriser les revenus des agriculteurs locaux : cela pourrait par exemple passer par la mise en place d'un appel à projets pour alimenter les restaurations scolaires et/ou une simplification des appels d'offres.
- Valoriser la filière agricole et les exploitations du territoire pour donner envie de s'engager dans ce secteur d'activités professionnelles : visite de site, sensibilisation...
- Créer une unité de remplacement polyvalent pour permettre aux agriculteurs de partir en congé, et faciliter l'accès aux matériels : Association de remplacement en lien avec les écoles d'agriculture ou partage de salariés, CUMA Maraichage mesures permettant d'augmenter l'attractivité du métier, donc le maintien de l'élevage et du maraichage

RESTITUTION : ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE ET QUALITÉ DE L'EAU

LES CONSTATS

- Concernant la situation actuelle, plusieurs effets/pratiques favorisent l'émission de gaz à effets de serre et une détérioration de la qualité de l'eau :
>> Engrais par lessivage et émission de protoxyde d'azote.
>> Effluents d'élevage par lessivage et émission de méthane.
>> Fermentation produite par la digestion des vaches avec les émissions de méthane.
>> Retournement de prairies avec le lessivage et la perte de stockage de carbone.
>> Combustion des énergies fossiles.
>> Travail du sol.
- À l'inverse, il est à noter plusieurs points positifs des pratiques actuelles :
>> Les émissions de GES captées par les sols et cultures agricoles.
>> La qualité paysagère liée à l'agriculture permettant une qualité de vie.
>> Les efforts importants des agriculteurs par leurs changements de pratique.
- Les pratiques commencent cependant à évoluer notamment du fait des facteurs suivants :
>> Une agilité des exploitations.
>> Une évolution des consommateurs vers une alimentation issue de pratiques agricoles plus responsables.
>> Les contraintes réglementaires incitent l'agriculture à diminuer ses émissions de GES et à limiter les lessivages et les ruissellements, pour limiter les impacts sur la qualité de l'eau

>> Une attention particulière à porter du fait que les exploitations agricoles sont des entreprises économiques.
>> Cependant, le système dans son ensemble est marqué par une certaine inertie.

- Pour l'avenir, les participants dressent un portrait de la situation pressentie :
>> Un manque d'eau criant.
>> Une diminution de l'élevage du fait des contraintes liées au travail et à la faible rentabilité de ces filières (baisse de la consommation de viandes).
>> Un problème de manque de main-d'œuvre.
>> Une augmentation des friches sur les mauvaises terres.
>> Quelques gros élevages (lait et viande), mais moins d'élevage industriel.
>> La présence de marchés de niche à forte valeur ajoutée : l'agriculture biologique (même si cette activité est en crise), les circuits courts (problème d'instabilité du maraichage : des jeunes non issus de l'agriculture qui s'installent et arrêtent leur activité du fait d'une mauvaise maîtrise de leur métier, et problème de concurrence).
>> L'urbanisation va continuer à grignoter les terres agricoles donc générer d'autres origines et type de polluants.

PROPOSITIONS DES PARTICIPANTS, À ETUDIER PAR LES ÉLUS

- Favoriser la production locale en développant les circuits courts, vente directe aux particuliers et restauration hors domicile comme les restaurants scolaires et commerciaux (attention aux déplacements générés donc aux émissions de GES)
- Revoir les rotations par l'introduction d'intercultures et en implantant des légumineuses et des associations végétales
- Valoriser davantage les déjections et utiliser les produits issus des digestats, et développer le compostage
- Utiliser une alimentation animale bas carbone (luzerne, trèfles...)
- Maintenir les prairies permanentes
- Développer l'agroforesterie et rationaliser le parcellaire en implantant des arbres dans les recoins ou le long des routes ou des zones humides
- Miser sur une évolution des pratiques au moment de la transmission des exploitations : les jeunes essaient souvent de nouvelles pratiques
- Planter des bandes enherbées et des couverts végétaux (mellifères, phacélias...)
- Planter des haies
- Mettre en place des aides à l'économie d'eau (notamment sur la récupération des eaux de pluie)
- Créer des réserves d'eau
- Apporter un conseil technique neutre
- Valoriser les démarches vertueuses (comme Bleu Blanc Cœur, agriculture biologique ou haute qualité environnementale)
- Favoriser le regroupement/échanges parcellaire
- Réutiliser les eaux usées
- Investir dans du matériel adapté

RESTITUTION : ÉNERGIES RENOUVELABLES ET CAPTURE CARBONE

LES CONSTATS GÉNÉRAUX

- Une inquiétude sur le développement des énergies au détriment de l'agriculture : les énergies renouvelables sont utiles et nécessaires, mais il ne faut pas que ça se fasse au détriment de l'agriculture. Par exemple, les cultures végétales pour la couverture des sols entre deux cultures principales peuvent être utilisées pour la méthanisation, mais les cultures de céréales doivent être à destination de l'alimentation humaine et animale.
- Se lancer dans ce nouveau type d'activités coûte cher et semble complexe, mais présente des avantages, notamment en matière de stabilité financière. Les prix sont garantis et constants sur une longue période à la différence des matières premières agricoles où il y a une grande volatilité des prix. Le développement d'ENR sur une exploitation participe à créer de la visibilité sur l'avenir. Les participants rappellent que le développement du volet « énergies renouvelables » de leur activité est principalement dû au manque de revenus de leur activité principale.
- Avec la crise énergétique, la mise en place de ces solutions devient plus complexe : coût de production des matières premières nécessaires à la construction des panneaux ou méthaniseur évoluent constamment, de l'énergie est nécessaire pour faire tourner ces machines...

PROPOSITIONS DES PARTICIPANTS, À ETUDIER PAR LES ÉLUS

- Accompagner sur la mise en place de productions ENR (information, sensibilisation, accompagnement technique)
- Penser un système d'aides financières basé sur des objectifs à atteindre et pas uniquement sur la transformation de son activité.
- Conserver l'indépendance des producteurs et éviter la mise en place de trop grosses structures de productions énergétiques avec des intermédiaires.

PAR TYPE DE FILIÈRE ÉNERGÉTIQUE

Concernant la méthanisation

- La méthanisation doit permettre de valoriser les déchets (effluents d'élevage, CIVE...) sans détourner la vocation première des cultures alimentaires (même si méthanogènes).
- Certains agriculteurs ne souhaitent pas participer à la mise en place de cette filière. Ils préfèrent une agriculture sans intermédiaire, avec utilisation de leur propre lisier et du moins possible d'intrants (et donc sans utilisation des digestats extraits du processus de méthanisation).

PROPOSITIONS DES PARTICIPANTS, À ETUDIER PAR LES ÉLUS

- Accompagner le développement d'une méthanisation durable.

Concernant la photovoltaïque

- Les énergies renouvelables sont utiles et nécessaires, mais il ne faut pas que ça se fasse au détriment des

capacités de production agricole. Le solaire sur les bâtiments semble une bonne idée, mais pas dans les champs.

- Un souhait partagé de mettre en place cette activité en autoconsommation ou en revente, mais là encore en activité accessoire ou au service de l'activité agricole.
- Des inquiétudes sur plusieurs sujets : électromagnétisme, prix de raccordement EDF, surcoût de construction...

PROPOSITIONS DES PARTICIPANTS, À ETUDIER PAR LES ÉLUS

- Apporter de l'accompagnement technique : conseils afin de connaître les procédures, les points de vigilance, les organismes publics référents, les entreprises, évaluer les potentiels des bâtiments : définir une grille de lecture (typologie charpente, orientation, raccordement...), évaluation de devis...
- Mettre en place des réseaux et des rencontres : visites, témoignages de projets.
- Obtenir un soutien politique vis-à-vis de Enedis/EDF pour clarifier les problématiques de raccordement (coût, délais...).
- Créer du lien avec des collectifs de citoyens souhaitant investir dans ce domaine.
- Mettre des panneaux photo sur tous les bâtiments du territoire, y compris les bâtiments publics et des entreprises. L'effort ne doit pas venir uniquement des agriculteurs.

Concernant la filière bois

- Présence d'un grand potentiel du fait du bocage présent sur le territoire. Cependant aujourd'hui, l'autoconsommation est privilégiée du fait du prix d'achat ne prenant pas en compte le coût de l'entretien et de la coupe.
- Les agriculteurs insistent : si création d'une plateforme de bois énergie il y a sur le territoire, il faut que quelqu'un vienne chercher directement le bois sur l'exploitation.
- Certains agriculteurs ne sont pas intéressés. Ils utilisent le bois comme procédé pour conserver l'eau dans la terre et faire des apports de matière organique.

PROPOSITIONS DES PARTICIPANTS, À ETUDIER PAR LES ÉLUS

- Créer un modèle économique sur le territoire pour la filière du bois énergie.
- Faire de la concertation pour connaître le gisement (qui voudrait vendre son bois...) et définir les modalités de fonctionnement avec les agriculteurs.

Concernant le stockage carbone dans les sols

- La PAC oblige la couverture du sol, ce qui a permis de développer cette pratique et d'en voir les bénéfices.
- Certaines cultures sont des pièges à nitrate ou à vocation énergétique. Elles sont donc intéressantes pour la qualité des sols (exemple : sarrasin, moutarde, luzerne...).
- Le rôle de prairie (et plus largement des sols) est aujourd'hui peu connu. Avec la baisse de la consommation de viande bovine se pose la question du maintien des prairies permanentes. En les remplaçant par des plantations d'arbres, certains y voient des futurs débouchés économiques à long terme.

RESTITUTION : VALORISATION DE L'AGRICULTURE AUPRÈS DE TOUS LES PUBLICS

LES CONSTATS

- Le sentiment d'un manque d'interconnaissance entre le monde agricole et les habitants : la situation est devenue plus prégnante avec l'augmentation rapide du nombre d'habitants sur le territoire et l'arrivée d'urbains qui connaissent peu le monde rural.
- Le sentiment d'un manque d'information générale sur les pratiques agricoles et les réglementations existantes et une vision binaire du monde agricole :
 - >> En France, les pratiques agricoles ont beaucoup évolué, notamment du fait des normes environnementales et sanitaires, même pour l'agriculture conventionnelle. Or, des participants font remonter que la vision de l'agriculture des citoyens ne prend pas assez en compte cet élément.
 - >> Les médias ne contribuent pas toujours à développer une image positive de la filière agricole : mise en avant d'informations négatives, recherche de sensationnel et d'événements négatifs, diffusion de clichés et de mauvaises informations sur les pratiques agricoles (« Nous en avons marre de devoir se justifier à chaque fois que nous passons le tracteur »)...
 - >> L'impression d'un traitement différencié entre d'un

côté les agriculteurs conventionnels et de l'autre les agriculteurs en vente directe/bio. Les premiers sont plus facilement stigmatisés quand les deuxièmes sont mieux vus et donc valorisés par les habitants. Il y a cependant un décalage entre l'image véhiculée en faveur du bio et la consommation réelle des ménages. De la même manière, les agriculteurs en conventionnel se sentent lésés par les politiques publiques mises en place. Certains participants estiment que ces divergences des pratiques impactent aussi les relations et la communication entre agriculteurs (sentiment d'un fossé créé entre deux modèles).

>> L'impression pour certains participants que des effets de mode diffusent une image biaisée sur des productions (exemple: végétarisme avec la viande...).

- Une vision parfois négative et biaisée de la profession impactant sa pérennité : l'image véhiculée dans la société sur la profession agricole ne donne pas envie de se lancer dans cette filière.
- Un manque de temps et de moyen pour faire de la communication auprès de tous les publics.

LES PROPOSITIONS D'ACTIONS

Sur le volet « communication et sensibilisation »

- >> Travailler sur l'image de l'agriculteur (expliquer à la population grâce à la collectivité l'utilité de certaines pratiques comme l'épandage ou encore communiquer sur le calendrier type des travaux dans les champs.)
- >> Accompagner les agriculteurs sur la communication avec une valorisation de l'agriculture locale et des initiatives locales (exemple : faire des vidéos d'agriculteurs avec relais communication en locale, journaux municipaux, panneaux Pocket...). Cette communication devra veiller à ne pas opposer les différents modèles.
- >> Inclure un volet sensibilisation à l'agriculture dans les programmes scolaires dès le plus jeune âge, notamment avec par exemple des visites à la ferme pour les enfants (écoles et centres de loisirs).
- >> Valoriser la profession en mettant également en avant la biodiversité et les paysages liés à l'agriculture pour reconnaître les bienfaits de l'agriculture sur l'environnement.
- >> Mettre en avant les agriculteurs par un travail de signalétique (exemple : mettre en place des panneaux signalétiques pour les agriculteurs en vente directe).
- >> Travailler avec les partenaires pour s'inscrire dans leurs réseaux et leurs communications.

Sur le volet « événementiel »

- >> Ouvrir les fermes par des événements : séances de cueillette collective, invitation à venir jardiner, mise en place de fermes ouvertes sur un planning tournant, randonnée gourmande avec des arrêts dans les fermes, journée portes ouvertes... Il faut cependant que ce

processus soit accompagné, de nombreux agriculteurs ont peur d'accueillir des personnes qui pourraient avoir des propos tranchés sur des méthodes agricoles. L'objectif est de valoriser le travail des agriculteurs et non pas de les dévaloriser. Aujourd'hui, certains événements n'incluent que les fermes en agriculture biologique. Il faut ouvrir plus largement. L'organisation de ce type d'événement demande également une préparation conséquente.

- >> Mettre en place des cours de cuisine sur le territoire pour apprendre à valoriser les produits de base et les produits du territoire.
- >> Participer à des événements déjà existants : fête des écoles...

Développer de nouveaux débouchés pour faire connaître les produits locaux

- >> Développer les approvisionnements en produits locaux en restauration collective et communiquer sur les fournisseurs.
- >> Mettre en place des magasins de producteurs sur le territoire (mais attention car cela demande beaucoup de temps aux agriculteurs) ou/et des marchés de producteurs locaux.
- >> Mettre des produits locaux dans les offices de tourisme
- >> Travailler avec les grandes surfaces locales pour diffuser les produits.
- >> Marché de Noël de créateurs et de producteurs locaux (existe déjà mais à développer à d'autres périodes de l'année et dans le maximum de communes ?).
- >> Structurer une cantine communautaire pour l'ensemble des écoles/collèges.

LE COMPTE-RENDU DES GROUPES DE TRAVAIL EN BREF

	Les constats et ressentis des participants	Les propositions d'actions des participants à étudier par les élus	
Transmission et installation	<ul style="list-style-type: none"> • Image du métier et de la filière agricole : des difficultés de recrutement et de transmission, une image de la profession peu valorisée, des revenus incertains et un rythme intense • Une inadéquation entre l'offre en terres agricoles et la demande de nouveaux exploitants • Des critères d'attribution et de passation, mis en place par la SAFER et les banques, opaques et inadaptés • Une recherche de foncier complexe et un manque d'accompagnement sur le sujet • Une réduction importante des terres agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place une animation à l'échelle locale • Développer les partenariats associatifs • Mettre en place une série de mesures concernant le foncier • Repenser les aides à destination des agriculteurs • Réfléchir à de nouveaux débouchés • Valoriser la filière et les exploitations du territoire • Créer une unité de remplacement polyvalent • Faciliter l'accès aux matériels 	<p>→ Pass NA lancé en janv. 2023</p> <p>→ Pas du ressort de LCC</p> <p>→ Pas du ressort de LCC (sauf de manière indirecte via compensations agricoles pour achat de matériels en collectifs)</p>
Émissions de gaz à effet de serre et qualité de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> • Plusieurs effets/pratiques favorisent l'émission de gaz à effet de serre et une détérioration de la qualité de l'eau : engrais, émissions d'azote et de méthane, retournement des prairies, combustion, travail du sol... • Plusieurs éléments semblent néanmoins positifs et montrent des améliorations à venir : la qualité paysagère issue de l'agriculture, les efforts des agriculteurs pour changer les pratiques, l'évolution des consommateurs, ou encore les contraintes réglementaires... • À l'avenir, les participants imaginent : manque d'eau, diminution de l'élevage, augmentation des friches, diminution de l'élevage industriel... 	<ul style="list-style-type: none"> • Favoriser la production locale • Valoriser davantage les déjections et développer le compostage • Utiliser une alimentation animale bas carbone • Maintenir les prairies permanentes • Développer l'agroforesterie, planter des haies et implanter des bandes enherbées • Miser sur une évolution des pratiques • Proposer une meilleure gestion de l'eau • Apporter un conseil technique neutre • Valoriser les démarches vertueuses • Favoriser le regroupement/échanges parcellaire • Réutiliser les eaux usées • Investir dans du matériel adapté 	<p>→ Pas du ressort de LCC</p>



LE COMPTE-RENDU DES GROUPES DE TRAVAIL EN BREF

	Les constats et ressentis des participants	Les propositions d'actions des participants à étudier par les élus
Energies renouvelables et capture carbone	<ul style="list-style-type: none"> • Une inquiétude sur le développement des énergies au détriment de l'agriculture • Se lancer dans ce nouveau type d'activités coûte cher et semble complexe, mais présente des avantages. • Le développement de ces activités est principalement dû au manque de revenus des activités agricoles • Méthanisation : des exemples déjà en place sur le territoire, mais sans filière • Photovoltaïque : plusieurs inquiétudes sur le sujet (prix, surcoût de construction...) • Bois-énergie : grand potentiel sur le territoire, mais de l'autoconsommation principalement aujourd'hui • Stockage carbone dans les sols : un phénomène peu connu du grand public et des inquiétudes quant à la possible disparition des prairies permanentes (changements alimentaires...) 	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagner sur la mise en place de productions ENR (information, sensibilisation, accompagnement technique) • Conserver l'indépendance des producteurs et éviter la mise en place de trop grosses structures de productions énergétiques avec des intermédiaires. → Pas du ressort de LCC • Méthanisation : accompagner le développement d'une filière durable • Photovoltaïque : mise en place de réseaux, soutien politique auprès des opérateurs, mise en relation avec des citoyens... • Bois-énergie : réflexion sur le modèle économique, concertation importante avec les agriculteurs en amont
Valorisation de l'agriculture auprès de tous les publics	<ul style="list-style-type: none"> • Le sentiment d'un manque d'interconnaissance entre le monde agricole et les habitants • Le sentiment d'un manque d'information générale sur les pratiques agricoles et une vision binaire du monde agricole • Une vision parfois négative et biaisée de la profession impactant sa pérennité • Un manque de temps et de moyen pour faire de la communication auprès de tous les publics 	<ul style="list-style-type: none"> • Sur le volet communication et sensibilisation : travail sur l'image de l'agriculteur, accompagnement sur la communication, sensibilisation de la population, travail de signalétique sur le territoire, travail avec les partenaires de la collectivité pour diffuser largement • Sur le volet événementiel : accompagner et coordonner des événements d'ouverture des fermes au public, mettre en place des cours de cuisine, étendre l'existant • Développer de nouveaux débouchés pour faire connaître les produits locaux : restauration collective, magasins de producteurs...



Stratégie agricole

Liffré Cormier Communauté

Un questionnaire a été transmis à l'ensemble des agriculteurs du territoire pour connaître leur avis et priorisation des fiches actions.

Un travail de priorisation a également été mené avec les élus du territoire.

Résultat en dernière diapo !

AXE	FICHE ACTION	ACTION
Faciliter et encourager l'installation, la reprise, la transmission agricole	Soutien financier à l'installation de nouveaux agriculteurs	Pass Nouveaux agriculteurs
		BRIT Agricole (prêt d'honneur)
	Création de réserves foncières pour accueillir de nouveaux agriculteurs, observatoire foncier	Observatoire foncier
		Création de réserves foncières
	Médiation locale pour faciliter l'installation, la reprise et la transmission	Point de contact local & co-financement actions ciblées Opérateur ERC agricoles (fond local mesures de compensation agricoles collectives)
Accompagnement sur le volet emploi et formation	Accompagner les agriculteurs sur le volet emploi	
Développer les énergies renouvelables, le stockage carbone, réduire les émissions de GES et contribuer à la reconquête de la qualité de l'eau	Accompagnement à la gestion durable du bocage	Financement de diagnostics bocagers
		Accompagnement financier des agriculteurs à l'obtention du Label Haie et/ou formations
		Rechercher du mécénat pour développer la plantation d'arbres par les collectivités
		Accompagnement élus
	Accompagnement au développement du solaire photovoltaïque	Accompagnement territorial
	Accompagnement au développement d'une méthanisation agricole durable	Plan de mobilisation territorial
	Accompagnement au développement des échanges parcellaires	Projet échanges parcellaires en partenariat avec l'Unité de Gestion Vilaine Ouest (UGVO)
Accompagnement au changement de pratiques agricoles	Faciliter les actions menées par les acteurs ressources	
Mise en réseau et valorisation de l'agriculture du territoire auprès de tous les publics.	Communication et sensibilisation	Promotion et mise en réseau des agriculteurs
		Création d'un événementiel dédié
		Rando Bio et Gourmande
		Sensibilisation
		Signalétique vente directe
		Mise en culture des délaissés autoroute / espaces verts
	Projet Alimentaire Territorial	Alimentation scolaire Accompagnement grand public (précarité)

Objectifs :

- Accompagner le maintien et le développement d'un tissu agricole actif sur le territoire
- Soutenir les modes d'agriculture respectueux de l'environnement
- Participer à la gestion durable du bocage



Actions envisagées :

- **Aide financière à l'installation et à l'évolution de pratiques :**
 - Pass Nouveaux Agriculteurs (8 attributions en 2023 pour un montant total de 22 750 €)
 - Base de 2 000 € / installations (*bonus 1 500 € en AB et 1 000 € en HVE3*)
- **Contribution au BRIT agricole: Prêt d'honneur**
 - Les Communautés de Communes contribuent via les plateformes Initiatives pour les projets présentant un plan de financement inférieur à 200 000 € (>=Région).
 - Prêt à taux 0 garanti de 20 000 € à 50 000 € avec différé de remboursement possible.
 - Contact Initiative Rennes : Pauline Leboissetier – 02 99 33 63 49 (*Liffré, La Bouëxière, Chasné sur Illet, Ercé Près Liffré, Dourdain*)
 - Contact Initiative Pays de Fougères : Linda Neveu – 02 99 94 75 98 (*St Aubin du Cormier, Gosné, Mézières sur Couesnon, Livré sur Changeon*)



Objectifs :

- Identifier de potentielle friches agricoles ou opportunités d'accueil de nouveaux agriculteurs.
- Développer l'accueil de nouveaux agriculteurs et notamment sur des petites parcelles recherchées pour du maraichage mais pour lesquelles il n'y a pas ou très peu d'offres.

Actions envisagées :

- Observatoire foncier.
- Réalisation d'une cartographie des parcelles agricoles propriétés des Communes ou Liffré Cormier Communauté.
- Etude de la qualité agronomique des sols.
- Acquérir du foncier agricole (via la Convention signée avec la SAFER qui pourrait préempter selon les cas et si et seulement si un agriculteur en recherche de foncier est déjà identifié / ou en acquisition directe LCC).



Objectifs :

- Proposer un contact privilégié à l'écoute des agriculteurs, à la fois intermédiaire et médiateur entre les différentes parties prenantes (mise en réseau, transmission d'informations...).
- Compenser les aménagements réalisés sur le territoire par des actions qui répondraient aux attentes des agriculteurs notamment en cas de compensations agricoles collectives.

Actions envisagées :

- LCC pourrait être un point de contact local pour les agriculteurs actuels et futurs.
- Relayeur (communication) les animations-formations-actions menées par les structures professionnelles ressources (Chambre d'Agriculture, CIVAM, AGROBIO, EPL / Lycées agricoles...), voire cofinancer certaines actions ciblées sur le territoire.
- Mettre en relation habitants et agriculture pour remise en culture d'espaces privés non construits (grandes parcelles...)
- Créer un fond local mesures de compensations agricoles collectives.



Objectifs :

- Faciliter le travail de recrutement et de formation.
- Donner envie de s'engager dans les métiers agricoles.

Actions envisagées :

- Semaine découverte des métiers de l'agriculture organisée par WEKER et le PAE en octobre 2022,
- Organisation par le Service Information Jeunesse du Forum des Métiers avec un stand agriculture le 7 janvier 2023,
- Accompagnement à la recherche de saisonniers,
- Organisation de job dating, animations...



Objectifs :

- Sensibiliser les agriculteurs et les élus à la gestion durable du bocage et aux possibilités de valorisation énergétiques.
- Développer une filière bois-énergie locale.
- Favoriser la plantation d'arbres sur les espaces publics et agricoles.



Actions envisagées :

- ½ journée d'échanges, d'analyse du bocage et de propositions de gestion pour les agriculteurs sollicitant le Pass Nouveaux Agriculteurs,
 - Proposition d'élargir aux autres agriculteurs volontaires.
- Réalisation d'un diagnostic dans chaque Commune (pour le bocage de propriété communale).
- Accompagnement à l'obtention du Label Haie (aide individuelle ou formation collective gestion durable du bocage).
- Recherche de mécénat pour développer la plantation d'arbre (créer un partenariat avec ALIHOMME (association pour mobilisation mécénat et Label Bas Carbone dans le cadre de plantations)
- Sensibilisations des élus aux questions de gestion durable du bocage.



Objectifs :

- Apporter le maximum de données objectives aux exploitants agricoles pour qu'ils puissent ensuite décider ou non d'installer des panneaux solaires sur leurs exploitations .

Actions envisagées :

- Conseils / accompagnement technique afin de connaître les procédures, les points de vigilance, les organismes publics référents, les entreprises « sérieuses », évaluation de devis...
- Mise en réseau : visites, témoignages de projets.



Objectifs :

- Développer les énergies renouvelables issues d'exploitation agricoles et consommées par les habitants (qui consomment déjà du gaz naturel non issus de sources renouvelables).

Actions envisagées :

- Accompagnement GRDF/AILE pour sensibilisation & mobilisation territoriale afin de développer des projets agricoles en injection.





Objectifs :

- Le morcellement des parcelles est fréquent et cela engendre des déplacements et donc des contraintes (consommation de carburants, circulation d'engins agricoles sur les routes ce qui peut engendrer des conflits d'usages, difficulté à faire pâturer les animaux si parcelles éloignées...).
- Les échanges parcellaires sont complexes (propriétaires souvent différents des agriculteurs locataires des parcelles, différence de qualité des terres....) mais quand ils aboutissent ils sont très bénéfiques.

Actions envisagées :

- Organisation de réunions d'échanges avec les agriculteurs par secteurs géographiques afin d'identifier les potentiels :
 - Pour les agriculteurs cultivant des parcelles sur les Communes de Gosné, Saint Aubin du Cormier et Livré sur Changeon : 1^{ère} réunion d'échange le jeudi 7 septembre à 10h à St Aubin du Cormier.
 - Pour les agriculteurs cultivant des parcelles sur la Commune de Mézière sur Couesnon : 1^{ère} réunion d'échange le mercredi 25 octobre à 10h à Gahard
 - L'accompagnement se poursuit en 2024 ! Contactez Cyril GUERILLOT – Chambre Agriculture – 02 23 48 27 20



Objectifs :

- Simplifier l'accès et la connaissance des actions organisées sur cette thématique (bilans carbone, expérimentation désherbage mécanique, tests légumineuses...).

Actions envisagées :

- Communiquer et faciliter la logistique (organisation des formations sur le territoire plutôt qu'à Rennes) des formations proposées par la Chambre d'Agriculture, AgroBio35, CIVAM...





Objectifs :

- Les ateliers de concertation organisés en décembre 2022 ont fait ressortir un besoin de la part des agriculteurs de mieux valoriser l'agriculture du territoire auprès des habitants, des professionnels, des visiteurs...

Actions envisagées :

- Publication sur le site internet d'un annuaire des agriculteurs proposant de la vente directe.
- Carte vente directe du Pays de Rennes.
- Communication dans magazine communautaire Quoi de 9, vidéos sur site internet...
- Créer du lien avec les autres entreprises du territoire.
- Création d'un événementiel dédié (*Marché de producteurs locaux, visites de fermes, animations en partenariat avec lycée agricole...*)
- Rando bio et gourmande
- Sensibilisation grand public
- Signalétique vente directe
- Mise en culture des délaissés d'autoroute ou espaces verts



Objectifs :

- Projet ayant pour objectif de poser les bases d'une politique alimentaire durable, de développer l'offre de produits bio et locaux au sein des restaurants scolaires, conforter l'alimentation comme une filière économique et positionner Liffré Cormier Communauté comme animateur d'un réseau dédié à l'alimentation



Actions envisagées :

- Accompagnement des restaurants scolaires communaux.
- Accompagnement du grand public sur les questions de précarité alimentaire:
 - **Permanence association SOLAAL Bretagne à Liffré en septembre** pour mettre en relation les donateurs des filières agricole et les associations d'aide alimentaire (les dates seront communiquées sur le site internet : <https://www.maison-alimentation.com/>)



Stratégie agricole

Liffré Cormier Communauté

➤ Propositions de fiches actions

- Avec priorisation
 - Carrés = élus
 - Losange = agriculteurs
 - Rond = compilation

AXE	FICHE ACTION	ACTION	prioritaire	moyen terme	non prioritaire
Faciliter et encourager l'installation, la reprise, la transmission agricole	Soutien financier à l'installation de nouveaux agriculteurs	Pass Nouveaux agriculteurs			
		BRIT Agricole (prêt d'honneur)			
	Création de réserves foncières pour accueillir de nouveaux agriculteurs, observatoire foncier	Observatoire foncier			
		Création de réserves foncières			
	Médiation locale pour faciliter l'installation, la reprise et la transmission	Point de contact local & co-financement actions ciblées			
		Opérateur ERC agricoles (fond local mesures de compensation agricoles collectives)			
Accompagnement sur le volet emploi et formation	Accompagner les agriculteurs sur le volet emploi				
Développer les énergies renouvelables, le stockage carbone, réduire les émissions de GES et contribuer à la reconquête de la qualité de l'eau	Accompagnement à la gestion durable du bocage	Financement de diagnostics bocagers			
		Accompagnement financier des agriculteurs à l'obtention du Label Haie et/ou formations collective gestion durable haie			
		Rechercher du mécénat pour développer la plantation d'arbres par les collectivités			
		Accompagnement élus			
	Accompagnement au développement du solaire photovoltaïque	Accompagnement territorial			
	Accompagnement au développement d'une méthanisation agricole durable	Plan de mobilisation territorial			
	Accompagnement au développement des échanges parcellaires	Projet échanges parcellaires en partenariat avec l'Unité de Gestion Vilaine Ouest (UGVO)			
	Accompagnement au changement de pratiques agricoles	Faciliter les actions menées par les acteurs ressources			
Mise en réseau et valorisation de l'agriculture du territoire auprès de tous les publics.	Communication et sensibilisation	Promotion et mise en réseau des agriculteurs			
		Création d'un événementiel dédié			
		Rando Bio et Gourmande			
		Sensibilisation			
		Signalétique vente directe			
		Mise en culture des délaissés autoroute / espaces verts			
	Projet Alimentaire Territorial	Alimentation scolaire			
		Accompagnement grand public (précarité alimentaire et bien manger)			

